



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Arrêté n°2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/144 du 10 juin 2021

mettant en demeure la Société ATEMAX Ouest de respecter les prescriptions applicables pour son établissement situé Route de Paray sur le territoire de la commune de MILLY-LA-FORÊT (91 490)

LE PRÉFET DE L'ESSONNE

**Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant l'application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 2003.PREF.DCL/0372 du 15 octobre 2003 imposant aux Établissements CHARVET Père et Fils des prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement à MILLY-LA-FORÊT (91 400),

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° 2012-124 délivré le 26 septembre 2012 à la société ATEMAX Ouest pour la reprise des installations précédemment exploitées par les Établissements CHARVET Père et Fils à MILLY-LA-FORÊT (91 400),

VU l'arrêté préfectoral n°2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/499 du 22 juillet 2015 portant complément à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation d'un dépôt de chair d'origine animale par la société ATEMAX Ouest sur la commune de MILLY-LA-FORÊT (91 400),

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 février 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 24 novembre 2020, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 24 février 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 11 mars 2021,

CONSIDERANT que lors de la visite du 24 novembre 2020, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- Absence d'évent au niveau de la cuve de 30 m³ de stockage des effluents d'activité,
- Absence de la déclaration au titre de la loi sur l'eau et relative au puits selon la nomenclature des prélèvements 1.1.1.0 « Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique (1), exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau » et de la garantie du respect de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration et conformément à l'article R. 214-32 du code de l'environnement,
- Absence de mesureur de niveau de manière à prévenir tout débordement et toute pollution accidentelle du site,
- La présence d'une possible connexion entre les eaux pluviales issues de la toiture et les eaux de lavage de la zone d'activité,
- Présence de résidus dans le regard et le réseau de collecte des eaux d'activité,
- Absence de registre chronologique dans lequel sont consignés tous les déchets et sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 entrants et sortants depuis le 1^{er} novembre 2020,
- Absence de plan du site matérialisant les zones de risques ainsi que les stockages,
- Absence de la preuve de l'existence d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus,
- Absence de la preuve justifiant de la disponibilité du débit d'eau du poteau incendie,
- Présence d'observations dans le rapport de vérification des installations électriques,
- Absence d'identification des mesures de confinement des eaux en cas d'incendie,
- Absence de la preuve de l'ensemble des vérifications et des actions correctives relatif aux dispositifs de désenfumage, aux blocs autonomes d'éclairage de secours,
- Absence de consigne d'exploitation,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.214-32 du code de l'environnement et des articles 1.6.31.V de l'article 8.4.6, 3. 2. 3, 4. 3. 6, 4. 3. 7, 4. 4. 2, 5. 1. 9, 8. 1. 1, 8. 1. 4, 8. 3. 3, 8. 4. 1, 8. 4. 11, 8. 4. 12 de l'arrêté préfectoral n° 2015. PREF. DRCL/ BEPAFI/ SSPILL/ 499 du 22 juillet 2015 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ATEMAX Ouest de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société ATEMAX Ouest, dont le siège social est situé 72 rue olivier Messiaen à LE MANS (72 000), exploitant une installation de stockage et transit de sous-produits animaux C1 et C2 sise route de Paray à MILLY-LA-FORÊT (91 490), est mise en demeure de respecter :

- dans un délai d'UNE SEMAINE à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 susvisé, en supprimant la connexion possible entre les eaux pluviales issues de la toiture et les eaux de lavage de la zone d'activité,
- l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 susvisé, en mettant en place un registre chronologique dans lequel sont consignés tous les déchets et sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 entrants et sortants depuis le 1^{er} novembre 2020,

- dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article R.214-32 du code de l'environnement, en transmettant à l'inspection des installations la déclaration au titre de la loi sur l'eau et relative au puits selon la nomenclature des prélèvements 1. 1. 1. 0 « Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique(1), exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau » et en s'assurant du respect de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration,
- l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en transmettant à l'inspection des installations la preuve du curage du regard et du réseau de collecte des eaux d'activité,
- l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en disposant d'un plan du site matérialisant les zones de risques et les zones de stockages,
- l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en justifiant de l'existence d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus,
- l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en justifiant de la disponibilité du débit d'eau du poteau incendie,
- l'article 1.6.31.V de l'article 8.4.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en transmettant à l'inspection des installations classées la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie sur le site ainsi que la procédure associée destinée à confiner ces dernières sur le site,
- l'article 8.4.11 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en transmettant à l'inspection les rapports de vérifications ainsi que les actions correctives, le cas échéant, relatifs aux dispositifs de désenfumage et aux blocs autonomes d'éclairage de secours,
- l'article 8.4.12 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en rédigeant les consignes d'exploitation et en informant de leur existence à l'inspection des installations classées,

- dans un délai d'UN MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en munissant d'évent la cuve de 30m3 de stockage des effluents d'activité,
- l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en mettant en place un mesureur de niveau de manière à prévenir tout débordement et toute pollution accidentelle du site,

- dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du présent arrêté notamment les articles :

- l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en levant les non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques et en transmettant les justificatifs,

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant,
la société ATEMAX Ouest, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une
copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de MILLY-LA-FORÊT.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Benoît KAPLAN